

Le présent document se veut un résumé des premiers constats faits à partir de la compilation des données du questionnaire envoyé aux 112 coordinations nationales ayant participé à la Marche mondiale des femmes et aux 2 réseaux membres du Comité de liaison international. Des 114 questionnaires envoyés, 49 ont été retournés et ceux-ci nous permettent donc de jeter un premier regard sur les conclusions de l'événement de la Marche faites par les diverses coordinations et donc de dresser certains premiers constats et conclusions. Il est nécessaire dès maintenant de préciser que le questionnaire ne permet pas de dresser un bilan politique de la Marche mais, malgré ses imperfections, les données qu'il a permis de recueillir sont des sources d'informations très importantes et très riches qui pourront être bonifiées par la suite. Le présent document se divise donc en cinq parties qui suivent l'ordre du questionnaire envoyé aux diverses coordinations nationales et qui reprennent les grands objectifs de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

1-La stimulation d'un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde.

L'ampleur de la participation des groupes de la base

De façon générale, l'implantation des groupes de femmes de la base dans les pays interrogés est importante puisque 48% de ces derniers regroupent sur leur territoire plus de 200 groupes de femmes. Même si tous les groupes de la base existants n'ont pas pris part à la Marche mondiale des femmes, l'ampleur de la participation a été très bonne et a, dans certains cas, dépassé de loin les attentes du début fixées aux niveaux nationaux et international. Pour évaluer le rayonnement de la Marche auprès des divers groupes, il est en effet nécessaire de retourner aux objectifs des diverses coordinations nationales qui, pour certaines, n'avaient pas la prétention de rejoindre toutes les organisations de femmes implantées dans leur pays. Il est d'ailleurs illusoire de penser que tous les groupes pourraient être rejoints dans chaque coin du globe. Il est remarquable que l'événement ait réussi à rejoindre 6 000 groupes de 161 pays.

Par ailleurs, au-delà de la quantité de la participation, il serait nécessaire de s'interroger sur la "qualité" de la participation des groupes engagés dans l'événement, une participation petite en nombre pouvant en effet être d'une très grande "qualité" en fonction de l'engagement, de la représentativité, etc.

La représentation de la diversité

Les groupes ayant pris part à la Marche sont très variés et, si les trois types de groupes réguliers (groupes de femmes autonomes, groupes syndicaux, femmes à l'intérieur d'un groupe mixte) sont les plus représentés, il faut noter la grande participation des jeunes, des femmes dans l'église mais aussi, même si c'est dans une moindre mesure, des femmes autochtones, des artistes et des lesbiennes. Au-delà de ces groupes, tout un autre éventail de groupes s'est engagé dans la Marche, éventail qui va des agricultrices aux journalistes en passant par des artisanes, des femmes de minorités culturelles, des scientifiques, etc. Il est par ailleurs important de

souligner que des femmes politiques ont participé, constat étonnant vu qu'une des consignes de la Marche était de ne pas inclure de parlementaires ou encore de femmes de partis politiques sauf s'il s'agissait d'un comité femmes d'un parti politique.

Les problématiques sur lesquelles travaillent tous ces groupes sont, elles aussi, très variées puisque, si on retrouve la violence et la pauvreté comme des problématiques centrales (avec une plus grande part de groupes qui travaillent sur la violence que sur la pauvreté, 39% contre 24,5%), de nombreuses autres problématiques sont au cœur de leur action. Ainsi les thèmes de la paix ou de la santé, par exemple, se retrouvent souvent et, à quelques occasions, ceux d'immigration, d'éducation, d'environnement, bref tous les domaines touchant de près ou de loin la vie des femmes. Les groupes engagés ne sont donc pas des groupes travaillant uniquement sur les questions de violence et de pauvreté mais sur toute une variété de problématiques qui dépassent les deux revendications centrales de la Marche.

Ce que nous pouvons donc retenir du portrait des groupes participants à la Marche, c'est que celle-ci s'est déroulée sous le signe de la pluralité et de la diversité puisque les groupes rejoints et engagés dans l'événement sont diversifiés et les problématiques sur lesquelles ils travaillent sont très variées.

La stimulation d'un vaste réseau de solidarité

58% des coordinations nationales interrogées ont réussi à rejoindre toutes les régions, les départements dans leurs pays respectifs via les groupes de base. Ce chiffre peut paraître modeste mais il est nécessaire de se remettre dans le contexte de certains pays qui ont connu des manques de ressources financières et humaines mais aussi des difficultés liées aux communications et aux moyens de transport qui, parfois, n'ont pas permis de rejoindre certaines zones du pays. Il devient alors impressionnant de constater que 58% des coordinations interrogées ont réussi à rejoindre chacune des zones de leur territoire. Par ailleurs, au-delà de ces divers niveaux nationaux, il faut souligner la grande satisfaction au niveau international de voir que toutes les régions du monde ont été couvertes par l'événement et y ont pris part.

Ce défi des coordinations nationales de rejoindre le plus de groupes et de régions possibles n'a pas dû être facilité par l'état du mouvement des femmes avant la Marche puisque 31% des coordinations nationales interrogées jugent que le mouvement des femmes dans leur pays avant la Marche était fragmenté, 14% qu'il était divisé et 14% inactif. Seuls 29 % le décrivent comme mobilisé et 12% comme unifié.

Au regard de ces chiffres sur l'état du mouvement des femmes avant la Marche et de ceux sur l'impact de celle-ci sur le mouvement des femmes, il apparaît qu'elle a été l'occasion de rassembler les groupes et de les unifier de façon très importante à l'intérieur de chaque pays (82%) mais aussi, même si c'est dans une moindre mesure, dans les diverses régions du monde (57%) ou à travers le monde (53%). Les exemples du rassemblement des groupes permis par la Marche sont nombreux et, dans plusieurs cas, ce que la Marche a permis c'est de travailler ensemble sur un projet commun, de rassembler des groupes qui travaillaient isolément jusqu'alors, de tisser des liens et des solidarités avec des groupes d'autres pays, de mobiliser les femmes

autour de revendications communes, d'établir un dialogue entre les pays du Sud et ceux du Nord, mais aussi entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest, de montrer la force de l'action collective et la solidarité qui se développe, de permettre à des associations peu visibles de se faire connaître, etc.

Commentaires généraux

Pour de nombreux pays, l'objectif 1 qui était de stimuler un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde a été atteint malgré certaines difficultés rencontrées, comme des difficultés de financement, ou le manque de concertation entre différents pays. La Marche a donc permis, au-delà de ces difficultés, de solidariser et d'unifier les groupes de femmes, de leur donner l'occasion de faire entendre leur voix et de se mobiliser autour de revendications communes à toutes les femmes du monde.

2 - Travailler au plan national à identifier des revendications touchant la pauvreté et les violences envers les femmes et passer à l'action pour les gagner.

L'engagement dans l'élaboration d'une plate-forme nationale

Dans une très large proportion (87,5%), les coordinations nationales ayant répondu au questionnaire ont développé une plate-forme nationale même si la moitié d'entre elles n'avaient jamais réalisé une telle plate-forme. Même si les groupes en prenant part à l'événement de la Marche restaient autonomes, la plupart d'entre eux ont donc décidé d'adhérer au projet et à l'effort collectif de nommer les revendications. Il faut noter d'ailleurs le travail investi dans l'élaboration de ces plates-formes qui se sont construites sur un échancier assez long puisque, très souvent, le travail sur leur élaboration a commencé très tôt et, dans la majorité des cas, ces dernières ont été finalisées au bout de plusieurs mois. Leur rédaction a été faite par le biais d'un travail de consultation des groupes de la base (pour 71% des coordinations), de discussion (59%) et de mise en commun (49%), ce qui permet de dire que les groupes engagés dans le projet ont eu leur mot à dire dans l'élaboration de leur plate-forme nationale. Dans plus de 80% des cas, la priorisation de revendications communes a été possible et pour les 20% où un consensus n'a pas pu être trouvé cela s'explique par le fait que toutes les revendications étaient jugées avec la même importance et qu'il était donc impossible de les prioriser, ou alors parce que certaines coordinations sont restées aux revendications mondiales ou, encore, parce que les divers groupes ne s'entendaient pas sur les priorités, chacun en défendant une qu'il jugeait prioritaire. Ces plates-formes établies par les différents pays ont été adressées à une grande variété de personnes, de groupes ou d'instances mais, dans une très forte proportion, elles ont été adressées au Gouvernement ou aux politiciens de chaque pays.

Les difficultés dans leur élaboration, autant au niveau du contenu qu'au niveau logistique, ont été nombreuses et varient selon le contexte de chaque pays mais pratiquement tous les pays sont unanimes pour dire que les ressources humaines et financières ont manqué. Pour certains le temps a aussi manqué dans l'élaboration de la plate-forme car les échéances internationales obligeaient à établir rapidement un consensus entre les différents groupes afin de pouvoir produire la plate-forme nationale dans laquelle chacun des groupes se retrouverait. Ces trois considérations : manque de ressources

financières et humaines et manque de temps ont provoqué de nombreux autres obstacles qui ont rendu difficile l'élaboration des diverses plates-formes nationales comme la difficulté de rejoindre certaines parties des pays, l'annulation de certains événements, le manque de moyens de communication efficaces, l'impossibilité de produire des outils d'éducation populaire adaptés pour vulgariser les revendications, etc. Et de nombreux autres problèmes se sont ajoutés à ceux-ci comme les difficultés liées à la langue, à la bureaucratie, à la non-adhésion de certains groupes à certaines revendications, etc.

Des actions très diversifiées

Les actions organisées par les différents pays ont été très nombreuses et ont pris des formes variées. Souvent, sur un laps de temps très long, des actions ponctuelles ou suivies ont été réalisées comme des séminaires, des marches, des campagnes de signatures, des ateliers, des conférences de presse, des festivals, des assemblées populaires, etc. Les actions ont pris des formes multiples et il faut noter combien l'engagement des pays, à travers l'organisation et la tenue de ces actions, a été important et actif. Elle ne s'est en effet pas faite uniquement autour de l'événement de la Marche Mondiale car chaque pays, à son échelle et selon son propre contexte, a organisé une multitude d'activités de sensibilisation, d'information et de mobilisation. Des stratégies différentes ont donc été mises en place pour toucher le plus de femmes possibles.

Des actions avec une ampleur et un impact important

Même si les actions organisées ont été très nombreuses et ont pris des formes variées, ce ne sont pas toutes les régions des pays qui ont vu l'organisation d'actions en lien avec la Marche Mondiale. Au regard du manque de financement, de ressources humaines et de temps, de la difficulté à rejoindre l'étendue des pays, à cause des problèmes de communication et de transport, il n'est pas étonnant de constater que toutes les régions des divers pays n'ont pu être rejointes par les actions.

En lien avec l'organisation de ces différentes actions, de nombreux outils d'éducation populaire ont été produits et ont pris des formes diverses : affiches, expositions, débats, émissions de radio et de télévision, guides d'éducation, brochures, vidéos, etc. Les initiatives ont donc été nombreuses et ont pris différentes formes afin d'informer le plus grand nombre de personnes sur l'événement de la Marche et des revendications. Au-delà de ces outils d'éducation populaire, l'information a aussi pu être transmise par le biais des médias qui ont couvert l'événement. En général, la couverture médiatique a été relativement bien jugée par la majorité des pays puisque 36% l'ont jugée excellente, 48% moyenne et 17% médiocre. Le contenu relaté par les médias a, quant à lui, été considéré comme relativement bon avec 34% le jugeant excellent, 57% moyen et 9% médiocre. Même si la couverture faite par les médias des événements n'a pas été jugée plus souvent excellente, les pourcentages relevés sont très satisfaisants quand on sait que, dans certains pays, les médias ne couvrent parfois pas du tout les actions des femmes et que la couverture effectuée pour la Marche représente donc une réelle avancée.

Des gains de diverses formes

Les gains faits auprès des élus, des femmes en général et de toute la population sont nombreux et ils touchent très souvent à des gains de sensibilisation, de mobilisa-

tion, d'information, de capacité de négocier, qui permettent un renforcement du mouvement des femmes à l'intérieur de chaque pays mais aussi à l'échelle mondiale. Au niveau personnel, les femmes ont vu augmenter leur estime de soi, elles ont été reconnues comme des interlocutrices et la Marche leur a donné une légitimité pour négocier et une force pour défier les pouvoirs internationaux. Cet événement leur a aussi permis de prendre conscience qu'ensemble on peut avoir un impact aux niveaux national et international. Un saut qualitatif s'est donc opéré. Les avancées se mesurent en matière d'éducation populaire mais les exemples de gains concrets, de gains face aux revendications et aux luttes sont difficiles à évaluer et il est nécessaire de les contextualiser. Ce constat oblige donc à s'interroger sur l'impact d'une Marche qui, même si elle est mondiale, ne peut pas faire franchir aux femmes du monde entier les mêmes gains partout. En effet, certains pays décrivent par exemple comme un gain le fait d'avoir eu un contact avec leur Gouvernement alors que, pour d'autres pays, une rencontre avec le Gouvernement ne serait jamais présenté comme un gain car c'est quelque chose qui va de soi que l'on puisse présenter ses demandes à son Gouvernement. Il est donc nécessaire, quand on parle des acquis de la Marche faits par les différents pays, de contextualiser les choses et de mesurer les gains suivant les données de chacun des pays mais aussi suivant les objectifs que chacun d'entre eux s'étaient fixés au départ. De plus, les résultats se traduisent parfois en petits gains que les coordinations nationales n'ont pas forcément listé dans le questionnaire. Toutefois, et même s'il est difficile de mettre la signature de la Marche sur certains acquis qui sont l'objet de batailles commencées bien avant la Marche, ce qui est sûr, c'est qu'au-delà des divers gains qui doivent être contextualisés suivant chacun des pays pour en saisir l'importance, la Marche a permis le développement et le renforcement des groupes et le renforcement du mouvement des femmes.

Commentaires généraux

Même s'il reste du travail à faire, la plupart des coordinations estiment que l'objectif 2 a été atteint puisque la Marche a permis une prise de conscience par les femmes de leur rôle et de leur engagement dans la société mais aussi une adhésion et une mobilisation de leur part. Les diverses coordinations ont fait leur possible au regard de leurs contextes spécifiques et des ressources disponibles pour chacune et, au regard justement de ces distinctions, les fruits récoltés ne sont donc pas de la même importance ou de la même nature pour tous et il est alors difficile de faire un décompte des gains concrets réalisés.

3 - Faire avancer nos revendications mondiales en les portant partout où des décideurs ou les communautés doivent en tenir compte.

L'adoption des revendications mondiales

La majorité des coordinations ont une grande maîtrise et connaissance des revendications mondiales et rares sont celles qui déclarent ne les connaître et ne les maîtriser que très peu (7%). Toutes les coordinations ont donc pris connaissance des revendications mondiales, ont pu travailler dessus et ont pu en informer les groupes de la base. Un nombre important d'entre elles ont inscrit ces revendications mondiales dans leur plate-forme nationale puisque seuls 14% des coordinations interrogées ne les ont pas intégrées. Notons toutefois que plusieurs

d'entre elles n'ont pas intégré toutes les revendications mais en ont sélectionné seulement certaines. Dans ce cas, celles intégrées sont celles qui cadrent le plus avec la réalité du pays concerné. Certaines revendications ont pu poser des difficultés, celle notamment sur la Taxe Tobin qui est citée par plusieurs pays mais aussi et surtout la question de l'orientation sexuelle qui revient très souvent comme une difficulté centrale puisque ne cadrant pas avec la culture, les moeurs et les coutumes et qui a donc rencontré de vives oppositions quant à son inclusion avec les autres demandes.

Au-delà de ces difficultés de consensus autour de certaines revendications, toutes les coordinations sont d'accord sur le fait que l'action mondiale doit être poursuivie afin que soient gagnées les revendications. Pour ce faire, les options sont nombreuses mais, dans la majorité des cas, les suggestions faites sont de travailler à la fois au niveau national mais aussi de maintenir la solidarité au niveau mondial, de continuer à faire pression, continuer à essayer de bâtir un consensus autour des problèmes, organiser d'autres formes de lutte, maintenir une coordination, intervenir au niveau de la politique globale, agrandir le réseau, etc. Les suggestions faites sont nombreuses et variées mais pratiquement toutes les coordinations suggèrent de continuer l'action de différentes façons, à la fois au niveau national et local, mais aussi au niveau international en gardant ce lien établi entre les différents pays qui représente une force dans la revendication des demandes.

Des appuis très nombreux

La campagne de signatures a représenté une étape importante de l'événement de la Marche Mondiale, ce qui explique que certains pays ont pu être déçus par le nombre de signatures obtenues (55% des coordinations se disent insatisfaites du nombre obtenu contre 45% qui en sont satisfaites). Cette insatisfaction exprimée par plus de la moitié des pays dans la campagne de collecte des signatures, qui s'est fait de multiples façons et notamment par le biais de la mobilisation des groupes de la base, s'explique très souvent par le manque de moyens financiers, de ressources humaines mais aussi de temps pour amasser le nombre de signatures espéré. D'autres obstacles ont été rencontrés qui s'attachent plus au contexte spécifique des divers pays comme le taux d'analphabétisme qui rendait difficile la lecture des cartes d'appui, la tenue d'élections qui mettaient au second plan l'événement de la Marche ou encore les problèmes de langue et de traduction des documents. Dans cette campagne de signatures qui s'est tenue dans tous les pays, les appuis de divers groupes ou personnalités publiques ont été nombreux et toute une variété de soutiens sont venus appuyer l'événement.

La participation aux actions mondiales

La grande majorité des coordinations sont, en général, satisfaites des actions réalisées au niveau mondial dans le cadre de la Marche (85% d'entre elles). Plusieurs ont été impressionnées par l'ampleur de la mobilisation mondiale mais aussi par l'organisation d'un tel événement en lien avec des pays du monde entier. Les insatisfactions face à quelques actions sont liées, notamment, au peu de réponses données par les institutions comme la Banque Mondiale, le FMI ou l'ONU (même si le fait d'avoir pu rencontrer ces institutions est considéré comme un gain) mais aussi à la faible mobilisation des femmes des États-Unis qui a déçu plusieurs femmes qui s'étaient déplacées de très loin pour participer à

l'événement.

Si seulement un peu plus de la moitié des coordinations interrogées (53%) ont organisé des actions nationales le 17 octobre en solidarité avec les femmes du monde et en appui aux femmes qui étaient à New-York, c'est parce que certaines manquaient de fonds pour organiser des activités de soutien, parce que le pays était à ce moment précis dans une période de vacances ou de fête qui laissait donc peu de place à une mobilisation populaire ou encore parce que les déléguées assistaient aux événements mondiaux aux États-Unis et leur présence à ces événements était déjà une façon de soutenir la mobilisation mondiale.

Commentaires généraux

Nombreuses sont les coordinations qui se disent satisfaites par rapport à l'atteinte de l'objectif 3 mais elles partagent aussi leurs interrogations sur le futur. En effet, les actions mondiales sont pour plusieurs d'entre elles une étape dans l'avancement des revendications et il faut donc trouver quelle sera la suite pour que la pression sur les décideurs ne s'affaiblisse pas. Réussir à amener des revendications au plus haut niveau national ou international est sans aucun doute un événement sans précédent pour nombre de coordinations qui manifestent leur inquiétude à voir ce pas gigantesque franchi disparaître si aucun suivi n'est assuré.

4 - Entreprendre un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes et pour elles-mêmes les causes de leur oppression et les alternatives possibles.

L'ampleur des actions d'éducation populaire

La plupart des coordinations nationales (86%) ont organisé des actions d'éducation populaire qui ont pris des formes très variées comme des débats, des émissions de télévision et de radio, des ateliers, des séminaires, des échanges d'expériences, etc. dans le but de toucher le plus grand nombre de personnes et d'informer sur les objectifs et les actions de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

La pertinence et l'utilisation des outils produits

La satisfaction envers les outils d'éducation populaire qui ont été produits est généralement excellente ou bonne, le Cahier des revendications et les Cartes d'appui rencontrant le plus haut taux de satisfaction. Quand on s'attarde à l'utilisation faite de ces outils et documents d'éducation populaire, on s'aperçoit que plusieurs d'entre eux ont été fortement utilisés et dans des circonstances très diverses, comme le Cahier des revendications, les Cartes d'appui et, dans une moindre mesure mais dans une proportion assez importante, le Thème musical, les Fiches d'action, la Lettre à la Banque Mondiale et au FMI et celle à Kofi Annan. La Mosaïque, quant à elle, a été plus faiblement utilisée mais les deux documents qui ont vraiment été sous-utilisés sont, sans aucun doute, le document sur les droits des lesbiennes et celui sur le trafic sexuel.

Commentaires généraux

Il est nécessaire de noter la satisfaction face à la qualité des outils d'éducation populaire et la diversité de l'utilisation de ces outils. En effet, les outils produits ont été, pour de nombreuses coordinations, d'une grande aide dans l'élaboration de leurs propres outils nationaux ou dans le support des actions organisées au niveau national mais ils ont aussi permis de déboucher sur d'autres

débats et discussions et de sensibiliser le public. Toutefois, il est nécessaire de soulever les difficultés éprouvées par certaines coordinations face à ces documents, notamment le problème de la langue mais aussi le niveau du contenu qui n'a pas toujours été accessible à toutes.

5 - Le fonctionnement aux niveaux organisationnel et structurel

Le rôle du Comité de Liaison International

Trois quarts des coordinations nationales connaissent bien la structure du Comité de Liaison International mis en place en octobre 1998, ce qui implique qu'un quart des pays estime ne pas bien la connaître et se pose alors la question de savoir ce qui a manqué pour que la structure du CLI soit davantage connue par toutes. La transmission d'informations de la part du Comité a apparemment satisfait de nombreuses coordinations qui l'ont aussi été de sa tâche de stimuler l'action. Par contre, en ce qui concerne la satisfaction par rapport à sa capacité à assurer la consultation, les avis sont plus mitigés. Certaines coordinations considèrent que la consultation aurait dû être plus importante et se faire à des moments plus adéquats afin que soit pris en compte l'avis de chacune, même si toutes reconnaissent que c'est une tâche qui demande beaucoup de temps et d'organisation de la part du Comité de liaison. Les femmes veulent donc être consultées, être partie prenante dans les débats et la prise de décisions et elles désirent avoir du temps pour débattre des documents. Ainsi, parmi les suggestions faites par les différentes coordinations dans une autre façon de procéder pour atteindre les différents objectifs, on retrouve une plus grande participation des représentantes de chaque pays aux rencontres préparatoires de la Marche, de plus nombreux contacts individuels, une plus grande consultation, faire des alliances, mettre en place une représentation par pays plutôt que par région du monde. Si la satisfaction par rapport au travail effectué par le CLI est grande et si chaque coordination reconnaît l'ampleur du travail qui a dû être fait, nombreuses sont celles qui auraient aimé être davantage engagées, consultées et avoir plus de lien avec le CLI.

Le travail des coordinations nationales

Si 97% des coordinations ayant rempli le bilan se disent satisfaites de la création de coordinations nationales, 69% pensent que ces coordinations auraient dû être plus engagées au niveau mondial dans la transmission de l'information, la consultation, etc. Toutefois, le rôle joué par ces coordinations nationales a été essentiel pour une meilleure organisation et diffusion de la Marche à travers le monde car ces dernières sont assez structurées, elles permettent aux divers groupes de s'unir et de s'organiser, elles amènent une plus grande participation des femmes, elles permettent de mener des actions unitaires, de créer une certaine solidarité, de garantir un bon fonctionnement au niveau national des actions, de garantir une représentativité, d'établir un lien avec le niveau international, etc.

Le processus de prise de décision concernant le contenu remis à la BM/FMI et ONU

La forte proportion de coordinations (plus de la moitié) n'ayant pas participé à l'élaboration des documents remis à la Banque Mondiale, au FMI et à l'ONU, à la discussion et à la décision sur l'action à faire devant la BM/FMI à Washington s'explique, en grande partie, par le manque de ressources et de temps nécessaire pour

s'informer de ces dossiers et donner un avis. C'est pourquoi les suggestions qui reviennent le plus souvent pour élaborer collectivement et démocratiquement une prise de position, un document, le choix d'une action, etc. sont de pouvoir bénéficier de davantage de temps qui permettrait une plus importante consultation mais aussi de posséder plus de ressources financières et humaines pour pouvoir effectuer ces tâches. Il faudrait aussi s'assurer que la liaison entre le CLI et les coordinations nationales soit bonne ainsi que celle entre les coordinations nationales et les divers groupes de la base pour permettre à tous d'être consultés, de donner un avis sur les différentes questions et de faire remonter ces informations au CLI. En effet, si de nombreuses coordinations considèrent que le fonctionnement de la Marche a été très démocratique (49% des coordinations ayant répondu au questionnaire contre 10% qui le jugent peu démocratique) et participatif (65%), un nombre assez important juge qu'il a aussi été relativement centralisé (27% contre 22% le jugeant décentralisé) et les coordinations nationales auraient donc souhaité être davantage engagées.

Les outils de communication

Dans l'ensemble, les outils de communications ont été grandement appréciés par les divers pays, même si pour certains d'entre eux (le site web), les conditions matérielles de certains pays ont rendu difficile l'accès à ces outils. Une grande majorité de coordinations (91%) a apprécié la fréquence des communications avec le bureau de Montréal qui a transmis les informations nécessaires et qui a gardé un contact régulier avec chacune d'entre elles.

Le financement

La plupart des pays ont pu participer à la Marche grâce à l'obtention de financements qui viennent de sources diverses et, principalement, de la contribution des groupes mais aussi de fondations ou de subventions gouvernementales. Pourtant, malgré ces aides financières, 79% des pays ayant répondu au questionnaire ont fini avec un déficit budgétaire.

Un travail qui se poursuit

87% des coordinations nationales ayant répondu à cette question ont l'intention de poursuivre leur travail par le biais d'actions diverses, telles que la poursuite d'activités de lutte contre la violence envers les femmes et la pauvreté, le suivi auprès des gouvernements des revendications de la Marche, la mise en place d'une organisation pour les femmes qui servira d'interface entre la société civile et l'État, l'élaboration de propositions de lois sur la violence domestique et de très nombreuses autres actions.

Parmi les coordinations qui ont rempli le questionnaire, 39% estiment que la Marche mondiale des femmes a été un très grand succès, 54% qu'elle a été un grand succès et seulement 7% considèrent que le succès a été mitigé. Malgré diverses contraintes auxquelles les différents groupes ont dû faire face tout au long de l'organisation de la Marche, les objectifs du début ont été largement dépassés et la grande majorité des coordinations est satisfaite des actions menées qui ont permis d'informer, de sensibiliser, de mobiliser les femmes en général mais aussi les élus et la population dans son ensemble et qui ont permis aux femmes du monde entier de faire entendre leurs voix. Cette articulation entre les dimensions mondiale et nationale est en effet extrêmement importante, soit le fait de savoir que des femmes par-

tout à travers le monde luttent pour la même cause. L'une des forces de la Marche réside sans aucun doute dans le fait d'avoir été une action à la fois mondiale et nationale qui a permis d'ancrer des revendications aux deux niveaux. Ce qui peut expliquer aussi son succès et la satisfaction des diverses coordinations nationales, c'est que si la Marche s'est enracinée dans chaque pays, elle leur a aussi laissé de l'autonomie dans leurs choix et leurs actions.

Ces diverses dispositions ont donc permis d'aboutir à la fois à des gains individuels car la Marche a permis aux femmes d'acquérir de l'estime de soi et leur a donné de la légitimité pour négocier mais aussi à des gains collectifs comme le renforcement et le développement des organisations en plus de certains gains concrets. C'est donc un empowerment individuel et collectif qui s'est développé en permettant par-là même aux mouvements des femmes et aux femmes prises individuellement, de sortir plus forts de la Marche.

Pourtant, pour certaines coordinations, le temps a manqué pour vraiment finaliser les propositions de la Marche car le succès et les ressources financières commençaient à rentrer quand la Marche est arrivée à son terme. La nécessité de continuer le mouvement impulsé par la Marche est donc présent et les conditions sont aussi réunies puisque la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 a permis de préparer le terrain, de nouer des alliances, d'unir différentes femmes et groupes de femmes de tous les continents autour d'un projet commun, celui de mettre fin à la pauvreté et la violence envers les femmes.